

**Programme : programme régional Europe du Sud-Est (HI-SEE)    Fait le : 18-12-2003**  
**Pour l'année : 2004**



## I - CONTEXTE

L'effondrement des anciens régimes communistes en Europe du Sud-Est, au début des années quatre-vingt-dix, a donné lieu à de graves bouleversements de la situation politique, sociale et économique. L'explosion de guerres nationalistes en Serbie, en Croatie, en Bosnie et au Kosovo, les soulèvements en Macédoine et la crise qui suivit le « krach des systèmes pyramidaux » en Albanie se sont soldés par des pertes humaines, financières et matérielles importantes<sup>1</sup>, par une aggravation de la tension entre les différentes populations locales et par un appauvrissement des structures sociales.

Avec plus de 3 millions de personnes déplacées, 250 000 morts, des centaines de milliers de personnes blessées et 10 000 victimes de mines<sup>2</sup>, la population paye lourdement les conséquences de cette situation, en particulier les personnes handicapées, qui sont de plus en plus nombreuses en raison de la guerre. Alors que la paix est revenue, les personnes handicapées continuent de souffrir des conséquences de ces bouleversements, et leur situation physique, économique et matérielle s'est détériorée.

La communauté internationale, les Nations unies, l'OTAN et les ONG internationales ont joué ces dernières années un rôle majeur dans le rétablissement de la paix et la stabilisation des pays de cette région. Ces importants efforts ont été récompensés, et avec l'amélioration du climat politique, les organismes de solidarité internationale ont entamé leur retrait. Ces pays sont en effet entrés dans un processus de rattrapage, plus ou moins rapide, qui devrait leur permettre d'atteindre, à moyen terme, le niveau politique et économique de l'Europe. Dans les années de transition à venir, l'aide internationale devra néanmoins continuer à jouer un rôle important dans le soutien aux partenaires locaux pour leurs efforts de restructuration ainsi que l'amélioration des institutions, des sociétés et des économies. Mais la balle est désormais essentiellement dans le camp de la société civile et des autorités locales, et leur succès dépend de leur habilité à entamer un véritable processus de changement de manière autonome, sans céder aux tentations nationalistes ou rétrogrades.

C'est pour que cette transition réussisse et bénéficie aussi aux plus vulnérables que Handicap International a choisi de maintenir son engagement dans une région qui n'est plus au cœur des préoccupations de la communauté internationale.

## II - HISTORIQUE

Handicap International intervient en faveur de la population handicapée de cette région depuis plus de douze ans (d'abord en Roumanie en 1990, puis en Serbie en 1992, en Bosnie et au Kosovo depuis 1994, au Monténégro depuis 1995, en Albanie depuis 1998, en Macédoine depuis 1999 et en Bulgarie depuis 2003). Avec des programmes de distribution de matériel médical, de formation de professionnels et de renforcement des capacités des acteurs locaux (associations et institutions gouvernementales), nous avons développé au fil des années une compréhension en profondeur des enjeux et mis en place un large réseau de partenaires, de talents et de ressources.

<sup>1</sup> Vingt à soixante milliards de dollars de matériel détruit en Bosnie (estimation de l'Union européenne, extraite de « Picking up the Pieces », *ABC News*, 13 juin 1999).

<sup>2</sup> Il y a plus de trois millions de mines antipersonnel réparties dans la région.

### **III - STRATEGIE**

Nos moyens sont mobilisés au service d'une cause, l'égalisation des chances pour les personnes handicapées, possible seulement si leur participation sociale s'améliore. Or notre expérience montre que cette participation est conditionnée par un changement d'approche des acteurs concernés : autorités, professionnels, communautés, familles et personnes handicapées elles-mêmes. Notre rôle est d'accompagner ce changement pour que la personne handicapée retrouve sa dignité et son individualité, et cela implique que la problématique du handicap soit « désinstitutionnalisée ». Concrètement, nous luttons aux côtés de nos partenaires contre une catégorisation mécanique issue de l'ancien régime étatique, qui réduit le choix des personnes handicapées à des institutions fermées (où les maltraitances sont légion) ou au contraire à l'abandon, laissées sans ressources et sans accès ni à l'éducation, ni à la santé, ni à une indépendance économique. Offrir des alternatives, des services proches des gens, développer l'accessibilité des services publics existants, prendre en compte l'environnement social, les capacités et les choix de la personne handicapée avant de la catégoriser à vie, trouver des réponses personnalisées à ses besoins et finalement promouvoir, dans la mesure du possible, l'accès pour tous à une vie indépendante sont autant de combats que nous soutenons et que nous considérons relever des Droits de l'homme.

Pour relever ce défi, nous disposons d'une équipe multidisciplinaire très mobile qui propose aux acteurs du changement un appui technique (conseil, formation, consultance, etc.) et financier pour renforcer leurs capacités organisationnelles et opérationnelles. Nous offrons aussi l'opportunité d'échanges régionaux (conférences, visites d'études...) et la production d'informations ciblées (rapports de recherche, publications, site Web, etc.) pour élargir l'assise institutionnelle et la capacité des partenaires à influencer les réformes et les mentalités. Ils sont plus de deux cents, en Serbie, au Monténégro, en Bosnie, au Kosovo, en Macédoine, en Albanie, en Bulgarie et en Roumanie. Nos partenaires sont des ministères, des institutions, des universités, des associations, des groupes de parents, des réseaux, tous porteurs du changement, moteurs des grandes réformes sociales entreprises par les Etats en transition.

### **IV - DESCRIPTION DES ACTIONS**

Nos projets d'appui s'articulent autour de cinq programmes dont les objectifs convergent vers une cause commune, la désinstitutionnalisation du handicap :

- un programme de renforcement du mouvement de la société civile, qui s'est concrétisé par la mise en place d'un vaste projet régional, Share-SEE (Self-Help and Advocacy for Rights and Equal Opportunities – South-East Europe). Il vise à procurer aux membres de la société civile les moyens de militer en faveur d'un meilleur respect des droits des personnes handicapées. Ce projet repose essentiellement sur la création d'un rapport de collaboration des responsables de la société civile entre eux et sur le renforcement des capacités des associations spécialisées ;
- un observatoire régional du handicap, plateforme d'échange et de production de l'information nécessaire au changement, traduit pour l'instant par la création d'un site Web et par la publication d'enquêtes et de rapports thématiques ;
- un programme d'assistance technique aux ministères engagés dans la réforme, avec la mise à disposition d'experts dans plusieurs pays, qui a d'ores et déjà entraîné une réforme du système de catégorisation des personnes handicapées en Serbie ;
- un programme d'appui à la création de services alternatifs tels que les centres de jour, les centres conseils, l'accès à des assistants personnels, etc. Le programme se concentre sur un groupe d'une demi-douzaine d'expériences pilotes issues d'associations expérimentées, telles Aurora en Roumanie, Karindom en Bulgarie ou encore le Centre pour la vie indépendante en Serbie. L'objectif est d'accompagner ces

expériences, de les documenter pour influencer les autorités censées les soutenir, et également de tester leur viabilité dans des zones défavorisées en terme de services (par exemple, le Nord de l'Albanie ou le Monténégro) ;  
– un programme de formation qui vise à réformer l'approche trop médicalisée des professionnels de la réadaptation. Ce programme se traduit par des partenariats avec des universités de la région, avec la faculté de kinésithérapie à Pristina, avec l'école d'orthoprothèse à Bucarest ou encore avec les associations de professionnels du handicap à Skopje.

## **V - PUBLIC CONCERNE**

Les **bénéficiaires** directs des programmes sont les membres de la société civile (groupes, associations), les ministères et les institutions locales. Les ultimes bénéficiaires de ces programmes restent les personnes handicapées, c'est-à-dire plus de 1 million d'individus dans la région, qui tireront parti d'une amélioration des services et des actions de leurs représentants.

## **VI - MOYENS MIS EN ŒUVRE**

En 2002 et en 2003, pour faire face aux nouveaux enjeux et alors que la communauté et les financements internationaux quittaient la région, nous avons repensé notre organisation et restructuré nos sept missions en deux missions régionales, l'une dédiée aux programmes de déminage (Seermap), basée à Sarajevo, et l'autre dédiée aux programmes liés au handicap (HI-SEE), basée à Belgrade.

### **Ressources humaines**

HI-SEE rassemble une équipe multiculturelle d'une trentaine de personnes (dont 6 expatriés), basées dans toute la région, de profils divers et complémentaires : médecins, kinés, sociologues, politologues, financiers, comptables, informaticiens, etc. Cette équipe est responsable de la mise en œuvre des cinq programmes décrits plus haut.

**Budget 2004** : 1 360 000 euros.